

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.com

PÉNIBILITÉ ET RETRAITE

La commission des métiers concernés installée «prochainement»

Voilà que l'on reparle d'une commission gouvernementale d'étude de la liste des métiers à haute pénibilité, métiers qui seront pris en compte pour le départ à la retraite avant l'âge légal de 60 ans.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a indiqué samedi 8 juillet 2017 à Alger que la commission relative aux métiers à haute pénibilité prévue par la nouvelle loi sur la retraite sera installée «prochainement». «La commission relative aux métiers à haute pénibilité sera installée prochainement», a précisé le ministre dans une déclaration à la presse, en marge de la rencontre nationale des directeurs des structures de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et de la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac). M. Zemali a souligné l'importance du travail technique et scientifique que nécessite ce dossier, appelant à «ne pas se précipiter» concernant cette question. «Il faut prendre le temps nécessaire pour la préparation de la plateforme des métiers à haute pénibilité» avant de la soumettre aux partenaires

pour examen et enrichissement, a-t-il insisté. Pour rappel, la nouvelle loi sur les retraites a été publiée dans le n°78 du *Journal officiel* daté du 31 décembre 2016 : elle est entrée en vigueur dès le 1^{er} janvier 2017. Cette loi, n°16-15 du 31 décembre 2016 modifiant et complétant la loi 83-12 relative à la retraite, stipule notamment dans son article 3 : «Les dispositions de l'article 7 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, susvisée, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit : «Le (la) travailleur (se) occupant un poste de travail présentant une haute pénibilité peut bénéficier de la pension de retraite avant l'âge prévu à l'article 6 ci-dessus, après une durée minimale passée à ce poste. La liste des postes de travail et les âges correspondants ainsi que la durée minimale passée dans ces postes, visés à l'alinéa 1^{er} ci-dessus, sont fixés par voie réglementaire.»

Le gouvernement prend tout son temps, au détriment des droits des salariés les plus exposés aux risques professionnels

Le 26 juillet 2016, il y a près d'une année, le Conseil des ministres avait décidé de modifier la loi relative à la retraite en supprimant, notamment, les retraites proportionnelle et sans condition d'âge et rétablir donc l'âge légal de 60 ans pour les départs à la retraite.

Pour les métiers difficiles et exposés à toutes sortes de nuisance, le Conseil des ministres avait fait le choix de mettre un garde-fou en évoquant «la possibilité pour les travailleurs en poste de haute pénibilité (qui seront définis par voie réglementaire) de bénéficier d'une retraite avant l'âge de 60 ans» : cette notion de «haute pénibilité» vise à circonscrire et limiter au maximum la liste de ces postes. Cette dernière a été très contestée par les syndicats autonomes — qui avaient tenu une journée d'étude le 30 juillet 2016 —, et par nombre de fédérations de l'UGTA. Mais le gouvernement avait eu le dernier mot puisque la



prise en compte de la «haute pénibilité» sera encadrée par un décret exécutif du Premier ministre.

Une année plus tard, la liste des métiers dits de haute pénibilité n'est toujours pas connue. Et les déclarations sus-évoquées du nouveau ministre en charge de la Sécurité sociale ne sont pas de bon augure : encore une commission pour étudier cette liste, commission qui sera installée «prochainement». Comme c'est la période des congés d'été, cette installation ne se fera pas avant septembre ; de plus, le ministre dit qu'il faut prendre le

temps nécessaire». A croire que le gouvernement algérien veut réinventer la poudre. A ce rythme, ce n'est qu'en 2018 que cette commission rendra ses résultats. Comment peut-on traiter d'un problème aussi grave pour la santé des salariés, futurs retraités, avec autant de laxisme et de désinvolture, en violation de leurs droits les plus élémentaires, en prenant tout son temps, au détriment des droits à une retraite précoce (avant l'âge légal de 60 ans) pour les salariés les plus exposés aux risques professionnels ?

Djilali Hadjadj

COURRIER DES LECTEURS

Arrérages de pension de retraite

J'ai déposé mon dossier de retraite à l'âge de 63 ans et 5 mois (177 trimestres validés) en demandant en même temps les arrérages de ma pension de retraite.

Après avoir reçu ma première pension de retraite (26 000 DA), j'ai constaté une erreur (voir tableau 1 ci-joint des meilleures années de ma carrière professionnelle).

J'ai fait un recours à la commission locale de recours préalable et on m'a signifié que je n'ai pas droit aux arrérages de pension de retraite parce que j'ai une rente de maladie professionnelle supérieure à 50%. J'ai essayé de calculer ma retraite et les arrérages de ma pension de retraite (voir tableau 2 ci-joint). Je vous serais très reconnaissant de me corriger et de m'éclairer sur la méthode de calcul de retraite. Quelle autre commission ou tribunal peut-on saisir (nom et adresse) ? Mon profond respect.

Seghi Ammar, ingénieur qualité

R. PONSE : Le montant brut de la pension de retraite est le produit du salaire mensuel moyen des cinq (5) dernières années ayant précédé la date d'admission à la retraite, ou celui des cinq (5) années ayant donné lieu à la rémunération la plus élevée (salaire de référence), par le taux global des années validées.

La législation en vigueur prévoit un certain nombre d'assimilation à des périodes d'activité. Il s'agit notamment, vous concernant, de toute période pendant laquelle l'assuré a perçu les indemnités journalières des assurances sociales, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles.

Si vous estimez être lésé dans le calcul de votre pension de retraite, vous pouvez saisir la commission nationale de recours.

Bénéfice en cas de maladie de longue durée

Je souhaiterais savoir si un salarié en longue maladie bénéficie de l'intéressement. Si oui, est-il calculé au prorata de sa présence dans l'entreprise ?

Un lecteur

R. PONSE : Bénéficiaire d'un revenu dit de remplacement par votre organisme de sécurité sociale, au titre de la maladie de longue durée et n'étant plus en activité dans votre entreprise, donc non impliqué dans l'obtention de bénéfices dégagés par les activités de votre employeur, il nous semble logique et cohérent que vous n'ayez pas droit à l'intéressement.

Cotisation Casnos pendant plus de 30 ans, et ce n'est pas fini !

Pour commencer, je félicite votre page qui donne beaucoup d'éclaircissements à nous, retraités. C'est au sujet des cotisations Casnos, une fois atteint l'âge de 67 ans, j'ai eu une pension de retraite avec carte Chifa. Je continue toujours à cotiser à l'assurance maladie. Normalement et juridiquement, la pension de retraite doit prendre en charge les soins, comme pour les retraités affiliés à la Cnas, étant donné que l'on paye les impôts du registre du commerce. Vraiment, c'est décevant de continuer de payer les cotisations dues à l'assurance maladie.

Mohamed Refes

R. PONSE : Les retraités du régime des salariés sont astreints à un taux de cotisation minimum au titre de la couverture d'assurance maladie. Par ailleurs, les personnes, qui, après avoir été admises à la retraite, prennent ou continuent l'exercice d'une activité non salariée, demeurent ou sont astreintes de nouveau à leurs obligations en matière de sécurité sociale.

Aucune décision de suppression de la majoration de la marge bénéficiaire des officines n'a été prise par le ministère du Travail

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a affirmé samedi 8 juillet 2017 à Alger qu'«aucune décision de suppression de la majoration de la marge bénéficiaire des officines sur la vente des médicaments génériques n'a été prise», ajoutant que toute décision sera prise d'un commun accord entre toutes les parties concernées.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la rencontre nationale des directeurs des structures de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et de la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac), le ministre a indiqué que «des négociations sont en cours entre la Caisse nationale de la sécurité sociale des non-salariés (Casn), la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) et les représentants des pharmaciens», ajoutant qu'une réunion sera tenue lundi prochain autour de cette question.

Il a exhorté les pharmaciens à aider le secteur de l'emploi afin de parvenir à «une solution qui tienne compte des intérêts de toutes les parties concernées». M. Zemali a salué les efforts consentis par les pharmaciens et leur coopération pour assurer le succès du système du tiers payant, soulignant l'importance «de préserver les équilibres financiers de la sécurité sociale».

Il a souligné à ce propos, en cas de dysfonctionnement affectant ces équilibres financiers, les répercussions seront ressenties non seulement par les assurés sociaux et les retraités, mais aussi par les pharmaciens qui bénéficient également de ce système». Il est à noter que le Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo) a protesté récemment contre la suppression de la majoration de la marge bénéficiaire des officines sur la vente des médicaments et qu'il a annoncé une grève nationale des pharmaciens pour demain, mercredi 12 juillet 2017.

LSR